



## 2. JAPON (M. VASEY)

LA COMMISSION A EU UN DEBAT GENERAL SUR LES RELATIONS AVEC LE JAPON SUR LA BASE D'UNE COMMUNICATION DE M HAFERKAMP. L'OBJECTIF DE CETTE DISCUSSION ETAIT ESSENTIELLEMENT DE CONFIRMER CERTAINES ORIENTATIONS A LA SUITE DE LA VISITE DE M HAFERKAMP A TOKIO DU 26 AU 29 MARS PROCHAIN. LA COMMISSION N'ESTIME PAS LE MOMENT VENU DE DRESSER LE BILAN DES RESULTATS OBTENUS PAR NOTRE POLITIQUE DE DIALOGUE AVEC LE JAPON DEPUIS LA DECLARATION COMMUNE HAFERKAMP-USHIBA DE MARS 1978. CE MOMENT VIENDRA VERS LE MOIS DE JUIN, APRES LA VISITE DE M HAFERKAMP EN MARS, DE M DAVIGNON EN AVRIL ET LES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU EN MAI ET AVANT LE CONSEIL EUROPEEN DE STRASBOURG ET LE SOMMET ECONOMIQUE DE TOKIO. JE VOUS RAPPELLE SEULEMENT QUE :

- 1° COMME LE CONSEIL EUROPEEN DES 12 ET 13 MARS L'A CONSTATE, LE DESEQUILIBRE COMMERCIAL ENTRE LA COMMUNAUTE ET LE JAPON RESTE A UN NIVEAU INACCEPTABLE. COMME LA COMMISSION A FAIT REMARQUER A M YASUKAWA, LE NOUVEAU REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT JAPONAIS LA SEMAINE DERNIERE, MEME SI L'EXCEDENT GLOBAL JAPONAIS DEVAIT DIMINUER EN 1979, LE DEFICIT COMMUNAUTAIRE A L'EGARD DU JAPON POURRAIT BIEN S'ACCROITRE DE NOUVEAU.
- 2° MALGRE CERTAINES AMELIORATIONS MODESTES DANS LES CONDITIONS D'ACCES AU MARCHÉ JAPONAIS POUR NOS PRODUITS D'EXPORTATION, LES RESULTATS OBTENUS JUSQU'A PRESENT PAR NOS TENTATIVES D'OBTENIR UNE VERITABLE OUVERTURE DU MARCHÉ JAPONAIS RESTENT MAIGRES. EXEMPLE : LA MISSION CONDUITE A TOKIO LA SEMAINE DERNIERE PAR M LOEFF POUR EXAMINER LES OBSTACLES NON-TARIFAIRES DANS LES SECTEURS DES PRODUITS CHIMIQUES, AGRO-CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES. DOSSIER A SUIVRE.

## 3. COOPERATION DANS LE DOMAINE ENERGETIQUE AVEC LES PVD

LA COMMISSION A APPROUVE UN PREMIER PROGRAMME DE COOPERATION DANS LE DOMAINE ENERGETIQUE VISANT ESSENTIELLEMENT DES ACTIONS CONCRETES EN AMERIQUE LATINE. (VOIR P-30).

////

NNNN

#### 4. LA POLITIQUE MIGRATOIRE VIS-A-VIS DES PAYS TIERS

LA COMMISSION A APPROUVE UNE COMMUNICATION A SOUMETTRE AU CONSEIL PROPOSANT LA MISE EN ROUTE D'UNE CONCERTATION AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE SUR LES POLITIQUES MIGRATOIRES DES ETATS MEMBRES VIS-A-VIS DES PAYS TIERS. CE DOCUMENT EXPOSE LES PRINCIPES DE CETTE CONCERTATION DANS LE BUT D'ATTEINDRE UNE MEILLEURE COORDINATION DES POLITIQUES MIGRATOIRES. VOUS TROUVEREZ TOUS LES DETAILS DANS LA NOTE P-32.

#### 5. ACTIONS INTEGREES (M. CHEVALLARD)

SUR PROPOSITION DE M. GIOLITTI LA COMMISSION A ADOPTE UN CERTAIN NOMBRE D'ORIENTATIONS EN VUE D'ENCOURAGER LA REALISATION D'OPERATIONS INTEGREES QUI, PAR L'INTERVENTION CONJUGUEE DU FONDS REGIONAL, DU FONDS SOCIAL, DU FEOGA/SECTION ORIENTATION AINSI QUE DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS COMMUNAUTAIRES (PRETS BEI, CEGA, FACILITES ORTOLI, ETC...), PERMETTRAIENT D'APPORTER UNE CONTRIBUTION PLUS COMPLETE ET PLUS EFFICACE A LA SOLUTION DE PROBLEMES SECTORIELS OU DES PROBLEMES REGIONAUX.

DANS LES PROCHAINS JOURS M. GIOLITTI PRENDRA L'INITIATIVE DE REUNIR LES MEMBRES DE LA COMMISSION LES PLUS INTERESSES POUR ARRETER UN PREMIER PROGRAMME D'ACTIONS INTEGREES. IL SERA AINSI POSSIBLE A LA COMMISSION D'IDENTIFIER RAPIDEMENT LES REGIONS OU LES PREMIERES EXPERIENCES D'ACTIONS INTEGREES POURRONT SE REALISER.

LA NOTE P-34, A CE SUJET, VOUS SERA ENVOYEE PAR EXPRESS.

AMITIES,  
P. CERF  
NNNN

NNNN